

Unité départementale de l'Aisne
44, Rue de Tournai
CS 40 259
59019 Lille Cedex

Lille, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DSP France SAS

RUE DES GRANDS NAVOIRS PROLONGEE
B.P. 48
02300 Chauny

Références : 25-227
Code AIOT : 0005100190

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'établissement DSP France SAS implanté RUE DES GRANDS NAVOIRS PROLONGEE B.P. 48 02300 Chauny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DSP France SAS
- RUE DES GRANDS NAVOIRS PROLONGEE B.P. 48 02300 Chauny
- Code AIOT : 0005100190
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

DSP Chauny fabrique des résines échangeuses d'ions, des résines adsorbantes et des catalyseurs. Ce site est le plus grand site de fabrication de résines échangeuses d'ions et de résines adsorbantes au monde. Ces résines sont utilisées à travers diverses applications dans le traitement de l'eau, l'industrie alimentaire, les produits pharmaceutiques, la purification des produits miniers, l'énergie, les bioprocédés, la formulation chimique ou encore la catalyse. L'établissement est classé Seuil Haut par dépassement direct des seuils associés aux rubriques 4130-2, 4610 et une rubrique 47xx (rubrique et intitulé précisés en annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2018).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- SGS
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite du 29 avril 2025 a porté sur la thématique du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I). La visite a consisté à vérifier par sondage le respect de certaines prescriptions du référentiel applicable : les arrêtés ministériels des 3 et 4 octobre 2010, ainsi que les guides professionnels approuvés associés.

L'ordre du jour a porté sur les points suivants :

- l'organisation de l'exploitant pour l'application de la démarche PM2I sur site ;
- le recensement des équipements concernés et la mise à jour des listes d'équipements ;
- les modalités de contrôle des équipements concernés par un suivi au titre du PM2I ;
- le suivi des échéances, la planification et la réalisation des contrôles à réaliser au titre du PM2I ;
- l'établissement et la mise à jour des dossiers d'équipements.

Puis, le suivi des équipements concernés par le PM2I a été contrôlé au travers de l'examen par sondage de 2 dossiers d'équipement : le réservoir d'Elform et la rétention associée.

L'inspection s'est déroulée principalement en salle. Une visite de terrain a permis de visualiser les équipements dont les dossiers avaient été examinés en salle auparavant (réservoir d'Elform + rétention).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 4 | 4) Plan d'inspection des réservoirs | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 6 | 6) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 | Demande d'action corrective | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1 | 1) Champ d'application démarche PMII | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1 | Sans objet |
| 2 | 2) Recensement des réservoirs soumis au PMII | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1 | Sans objet |
| 3 | 3) Dossier des réservoirs | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2 | Sans objet |
| 5 | 5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 | Sans objet |
| 7 | 7) Recensement des ouvrages soumis au PMII | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 | Sans objet |
| 8 | 8) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 | Sans objet |
| 9 | 9) Examen d'un dossier d'équipement (réservoir soumis) | Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25 | Sans objet |
| 10 | 10) Examen d'un dossier d'équipement (Rétention) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 | Sans objet |
| 11 | 11) Lien avec le SGS | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En conclusion de la visite, sur les points contrôlés par sondage, l'équipe d'inspection a relevé **2 non-conformités réglementaires**. Les modalités de contrôles périodiques mises en œuvre par l'exploitant ne correspondent pas aux modalités requises par la réglementation. Cela concerne les réservoirs de stockage de liquides inflammables (**non-conformité n°1**) et les tuyauteries (**non-conformité n°2**). Pour ces non-conformités, l'Inspection demande à l'exploitant de définir des modalités de contrôle et de les formaliser dans des plans d'inspection :

- **sous 3 mois** (à compter de la réception du présent rapport) pour les réservoirs de stockage de liquides inflammables ;

- **sous 6 mois** (à compter de la réception du présent rapport) pour les tuyauteries.

Par ailleurs, l'Inspection formule **5 observations** portant sur la formalisation de son organisation (**observations n°2025-01 et -05**) et sur l'exhaustivité de son recensement des tuyauteries et capacités à suivre au titre du PM2I (**observations n°2025-02 à -04**). Pour ces points qui ne constituent pas des non-conformités, l'exploitant est invité à répondre par courrier **dans un délai de 6 mois** (à compter de la réception du présent rapport).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1) Champ d'application démarche PMII

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'établissement DSP à Chauny est soumis à Autorisation au titre de 10 rubriques ICPE, d'après l'annexe de l'arrêté préfectoral du 07/02/2017. L'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié s'applique donc à l'établissement.</p> <p>Toujours selon le même arrêté préfectoral du 07/02/2017, le site est soumis à enregistrement pour la rubrique ICPE 4331. La démarche du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I) s'appliquent donc aux réservoirs de liquides inflammables classés sous cette rubrique au travers de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015.</p> <p>Sur le site DSP à Chauny, la démarche PM2I est à la charge principalement du service Inspection, rattaché au service Maintenance. Cela comprend notamment les missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le recensement des équipements à suivre et la mise à jour de ce recensement ; • la rédaction et la mise à jour des plans d'inspection ; • le suivi des échéances de contrôle ; • la planification des contrôles, la mise à disposition des équipements et les contacts avec les organismes de contrôle ; • la réalisation des inspections de routine : pour les réservoirs de stockage et pour les cuvettes de rétention / massifs ; • l'examen des comptes-rendus de contrôle des sous-traitants ; • l'archivage des comptes-rendus et la tenue des dossiers d'équipements. <p>L'exploitant fait appel à une société de contrôle externe pour la réalisation des contrôles détaillés : inspections Externes Détaillées et Hors Exploitation Détaillées. Ponctuellement, l'exploitant peut solliciter ces sociétés externes pour l'établissement ou la mise à jour de plans d'inspections.</p> <p>Le service HSE du site intervient pour fournir les données d'entrées nécessaires à la démarche PM2I : liste des produits du site avec leurs mentions de dangers et liste des phénomènes dangereux résultant de fuites de tuyauteries et capacités (lien avec l'étude de dangers).</p> |

| |
|--|
| <p>Le recensement initial des équipements soumis à suivi PM2I a été réalisé en interne DSP en 2012, c'est-à-dire dans la foulée de la mise en application des arrêtés ministériels des 03 et 04/10/2010. Ce recensement a été mis à jour ensuite en 2017 et en 2025.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pas de demande formulée pour ce point de contrôle.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 2 : 2) Recensement des réservoirs soumis au PMII

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df. <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et - les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement. |
| <p>Constats :</p> <p>Le recensement des réservoirs de stockage a été réalisé initialement en 2012, puis mis à jour en 2017 et 2025.</p> <p>Pour établir ce recensement, l'exploitant dispose d'un fichier de type tableur, présenté en séance. Ce fichier liste les différents réservoirs du site, en croisant avec les substances contenues. Il précise les caractéristiques des réservoirs : volume, orientation (verticale/horizontale), caractère aérien ou enterré... Pour les substances contenues, il indique également les mentions de dangers et, pour les liquides inflammables, les catégories (au sens de l'art. 2 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010).</p> <p>Pour élaborer ce fichier, l'exploitant a utilisé les bases de données informatiques du site, décrivant à la fois les équipements et les substances. Les représentants de l'exploitant ont indiqué qu'ils n'ont pas fait valoir d'exemption pour absence de risque environnemental.</p> |

| |
|--|
| <p>En séance, l'Inspecteur a vérifié la cohérence du recensement effectué avec le tableau des rubriques ICPE figurant en annexe de l'arrêté préfectoral du 07/02/2017. Le détail de ces échanges comporte des données sensibles au sens de l'Instruction du Gouvernement du 12/09/2023, et figure en annexe non diffusable au présent rapport. L'Inspection n'a pas de remarque sur la pertinence du recensement des réservoirs de stockage transmis, au regard des critères réglementaires.</p> <p>En conclusion, le recensement 2025 transmis en amont de la présente visite DREAL identifie 13 réservoirs de stockage soumis à suivi PM2I :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 au titre de l'art. 4 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 ; • 11 au titre de l'art. 25 de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015. |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pas de demande formulée pour ce point de contrôle.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : 3) Dossier des réservoirs

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant du site DSP à Chauny a formalisé ses dispositions de contrôles périodiques d'équipements dans un document libellé « Manuel site pour la gestion de l'intégrité mécanique et l'assurance Qualité » version 3 du 29/12/2023.</p> <p>Le périmètre de ce document correspond aux équipement identifiés « PSM ». il s'agit d'équipements à suivre parce que c'est requis réglementairement, en raison des conséquences importantes en cas de défaillance ou par leur capacité de mitigation d'effets. Ce document donne des dispositions à respecter pour la conception/ fabrication, la maintenance, les contrôles des équipements PSM, ainsi que pour la gestion des pièces de rechange et la formation du personnel amené à travailler sur ces équipements.</p> <p>Pour la démarche PM2I, le principe de surveillance d'équipements par plans d'inspection est décrit au § 7 du Manuel. Les références aux arrêtés ministériels du 04/10/2010 (PM2I) et du 20/11/2017 (ESP) apparaissent au § 2.1.1 du même Manuel. Toutefois, l'Inspection estime que ces simples références au référentiel ne sont pas suffisantes, au regard des exigences du §3 de</p> |

| |
|---|
| <p>l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 qui dispose que :</p> <p>« (...) Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion. (...) ».</p> <p>Il convient de préciser les dispositions mises en œuvre pour le recensement des équipements et son maintien à jour, les modalités de suivi pour chaque type d'équipements, les modalités d'analyse des comptes-rendus de contrôle, les rôles et responsabilités des différents agents impliqués...</p> <p>Par ailleurs, ce document vise uniquement l'arrêté ministériel du 04/10/2010 en tant que référentiel associé à la démarche PM2. Au regard des équipements soumis à suivi PM2I sur site, il paraît pertinent de citer également l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 et les éventuels guides utilisés.</p> <p>Pour les réservoirs soumis à suivi PM2I au titre de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, l'exploitant a formalisé des plans d'inspection individuels qui incluent les états initiaux.</p> <p>A titre d'exemple, par message électronique du 18/04/2025, l'exploitant a transmis le Plan d'Inspection du réservoir de stockage de DiVinyl Benzène (DVB) réf. DOW/C460/2018 rév 0 du 12/03/2018. L'état initial du réservoir apparaît en page 4 et présente notamment l'année de construction, les dimensions, le code de construction, le matériau, l'historique des interventions,... La partie « contrôles » du document est décrite au point de contrôle suivant. Et le jour de la visite, l'exploitant a présenté le plan d'inspection du réservoir d'Elform (cf. ci-après dans la présent rapport).</p> <p>Les points de contrôles suivants abordent la formalisation des plans d'inspection pour les réservoirs de stockage soumis à PM2I au titre de l'art. 25 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 et pour les tuyauteries.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation n°2025-01 : L'Inspection invite l'exploitant à formaliser davantage son organisation pour l'application de la démarche du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I) pour inclure tous les domaines cités au § 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26/05/2014. Le document élaboré à cet effet doit être en lien avec le Système de la Gestion de la Sécurité du site. Il doit préciser également tous les référentiels utilisés pour la démarche PM2I : arrêtés ministériels des 04/10/2010 et du 01/06/2015, et les éventuels guides utilisés (liste non limitative). L'Inspection tiendra le document ainsi établi à disposition de l'Inspection.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : 4) Plan d'inspection des réservoirs

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 04/11 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :</p> <p>- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son</p> |

environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;

- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.

- pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans(...).

Constats :

Pour les 2 réservoirs soumis à PM2I au titre de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 :

L'exploitant prévoit bien une visite de routine annuelle et une visite externe détaillée tous les 5 ans. Pour le réservoir d'Elform d'un volume de 120 m³ (> 100 m³), une visite Hors Exploitation Détaillée est prévue.

Par message électronique du 18/04/2025, l'exploitant a transmis le Plan d'Inspection du réservoir de stockage de DiVinyl Benzène (DVB). Ce Plan prévoit bien une visite de routine annuelle et une visite Externe Détaillée tous les 5 ans (pas de visite Hors Exploitation requise car le volume du réservoir est inférieur à 100 m³). Les points de mesure d'épaisseur sont localisés sur un plan en page 3 du plan.

Pour les réservoirs soumis à surveillance au titre de l'art. 25 de l'arrêté ministériel du 01/06/2015 :

Les modalités de contrôle ne sont pas formalisées dans un plan d'inspection « papier » mais sous forme d'un programme de maintenance dans le logiciel SAP. Les contrôles prévus et leurs périodicités ne correspondent pas aux contrôles requis réglementairement.

Par exemple, pour les cuves de DiMéthylAmine (DMA), le logiciel SAP prévoit :

- **annuellement : pas de visite de routine ;**
- **tous les 5 ans : certains points de contrôle externes et pas une inspection externe détaillée ;**
- tous les 15 ans et tous les 20 ans : certains points de contrôles internes.

Non-Conformité n°2025-01 : Les réservoirs de stockage de liquides inflammables ne font pas l'objet de contrôles en concordance avec ceux demandés à l'art. 25 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015.

Sur le sujet, l'exploitant a indiqué qu'une intervention d'un Organisme de contrôle est déjà planifiée en juillet 2025 pour établir et formaliser les plans d'inspection des réservoirs de stockage de Liquides Inflammables.

L'exploitant suit les échéances de contrôle au titre du PM2I grâce au logiciel SAP. Pour chaque équipement à contrôler, un programme de maintenance est renseigné dans le logiciel, avec les différents contrôles à réaliser et leurs périodicités.

Chaque fin d'année N-1, l'exploitant prépare le prochain arrêt technique prévu l'été suivant et extrait sous SAP les Demandes de Travail portant jusqu'à la période d'arrêt.

Par ailleurs, en début d'année N, l'exploitant extrait les Demandes de Travail jusqu'en fin d'année N+1.

Le logiciel émet automatiquement des alertes à l'approche d'une échéance, avec un délai de prévenance paramétrable.

Pour les 2 réservoirs recensés jusqu'ici comme soumis à suivi PM2I, il n'y a pas de dépassement d'échéances de contrôles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'absence de réalisation des inspections obligatoires sur un réservoir recensé est un fait susceptible de mise en demeure.

Toutefois, l'inspection a constaté que l'exploitant réalise certains contrôles réguliers sur les réservoirs de liquides inflammables.

Au jour de la visite, l'exploitant avait déjà planifié l'intervention d'un organisme de contrôle en juillet 2025 pour régulariser sa situation en établissant et formalisant les plans d'inspection des réservoirs de stockage de Liquides Inflammables.

Demande d'action corrective n°2025-01 : Pour les réservoirs de liquides inflammables soumis à suivi PM2I, l'Inspection demande à l'exploitant de définir, de formaliser et de mettre en oeuvre des plans d'inspection en accord avec les dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 01/06/2015.

Ces plans d'inspections sont à établir dans un délai de 3 mois, à compter de la réception du présent rapport.

Chaque réservoir devra faire l'objet d'une première visite (routine ou Externe Détaillée) dans un délai de 6 mois à compter de la réception du présent rapport.

L'Inspection a bien noté que, sur site, certains réservoirs de stockage de liquides inflammables sont à double enveloppe, et situés dans une casemate bétonnée remplie de sable. Comme indiqué le jour de la visite, l'Inspection se renseignera sur d'éventuelles modalités particulières de suivi, car ces réservoirs ne peuvent pas être inspectés par l'extérieur. Dans l'attente, l'exploitant est invité à établir des plans d'inspection pour tenir compte des spécificités de ces réservoirs et garantir un niveau de contrôle au-moins équivalent à celui mis en oeuvre pour des réservoirs classiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : 5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante

au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et

2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou

3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou

4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou

5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)

Constats :

Par message électronique du 18/04/2025, l'exploitant a transmis son recensement des tuyauteries soumises à suivi PM2I.

D'après les informations recueillies en salle, ces tuyauteries correspondent à de tuyauteries de matières premières entre leur lieu de stockage et leur lieu d'utilisation.

La liste fournie recense 51 tuyauteries soumises à suivies, toutes en application du 1er critère de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

Par ailleurs, le recensement transmis en amont de la visite ne comporte aucune capacité à suivre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°2025-02 : L'Inspection précise que la notion de tuyauterie comprend également les flexibles, selon le référentiel associé à la démarche PM2I (cf. page 5 du guide DT 96).

Pour en tenir compte, l'exploitant vérifiera si des flexibles de dépotage ne sont pas soumis à suivi PM2I sur son site. Cela concerne particulièrement les flexibles utilisés au dépotage de Styrène et de DiChloroéthane, susceptibles de générer les phénomènes dangereux F1 et U.

Observation n°2025-03 : L'exploitant vérifiera la nécessité de suivre au titre du PM2I les tuyauteries suivantes :

- le bras de dépotage d'acide chlorhydrique ;
- le bras de dépotage de Méthylal ;
- la ligne de distribution de Méthylal.

Observation n°2025-04 : L'exploitant confirmera l'absence de capacité soumise à suivi PM2I sur son site, au regard des critères de l'art. 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

L'exploitant transmettra à l'Inspection ses réponses aux observations 2025-02, -03 et -04 dans un délai de 3 mois, à compter de la réception du présent rapport.

Le cas échéant, si un équipement était à réintégrer dans le périmètre des équipements à suivre, le plan d'inspection correspondant serait à établir et formaliser dans un délai de 6 mois à compter de la réception du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : 6) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries – état initial inspections 04/10

Prescription contrôlée :

(...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)

Constats :

En salle, l'exploitant a indiqué avoir attribué une classe 1 pour toutes les tuyauteries soumises à suivi PM2I. Conformément aux dispositions des pages 8 et 9 du guide DT 96, cette classe impose une visite tous les 5 ans.

Les tuyauteries recensées comme soumises à suivi PM2I faisaient l'objet jusqu'à présent d'un suivi selon les standards du groupe Dupont, avec application d'une méthode RBI (Risk Based Inspection).

Par un rapide examen par sondage dans la liste présentée en salle, les périodicités de visite actuellement appliquées vont de 5 à 10 ans.

Ainsi, les périodicités de contrôles et éventuellement le contenu des visites ne correspondent pas aux modalités de contrôles requises réglementairement.

Non-Conformité n°2025-02 : Les tuyauteries soumises à suivi PM2I ne font pas l'objet de contrôles

en concordance avec ceux demandés par l'art. 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 et par le guide DT96.

Sur le sujet, l'exploitant a indiqué qu'une intervention d'un Organisme de contrôle était en cours de contractualisation. Elle pourrait intervenir dans la foulée de celle prévue en juillet 2025 pour établir et formaliser les plans d'inspection des réservoirs de stockage de Liquides Inflammables.

Comme pour les contrôles des réservoirs de stockage, l'exploitant suit les échéances de contrôle des tuyauteries au titre du PM2I en paramétrant des programmes de maintenance sous le logiciel SAP.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'absence de réalisation des inspections obligatoires sur une tuyauterie recensée est un fait susceptible de mise en demeure.

Toutefois, l'inspection a constaté que l'exploitant réalise certains contrôles réguliers sur les tuyauteries soumises à suivi PM2I

Demande d'action corrective n°2025-02 : Pour les tuyauteries soumises à suivi PM2I, l'Inspection demande à l'exploitant de définir, de formaliser et de mettre en oeuvre des plans d'inspection en accord avec les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 et du guide DT96. Ces plans d'inspections sont à établir dans un délai de 6 mois, à compter de la réception du présent rapport. Ces plans seront tenus à disposition de l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : 7) Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et

- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)

Constats :

L'exploitant a indiqué avoir recensé l'ensemble des ouvrages de génie civil soumis à un suivi PM2I. Le recensement transmis par message électronique du 18/04/2025 liste :

- 51 rétentions, correspondant à toutes les rétentions extérieures du site ;
- 18 ponts de tuyauteries ;
- 0 caniveau / fosse humide.

Les représentants de l'exploitant ont ajouté en salle que les massifs des réservoirs soumis à suivi PM2I étaient également suivis. Ils sont contrôlés en même temps que les rétentions de ces réservoirs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pas de demande formulée pour ce point de contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : 8) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

Constats :

Pour ses rétentions, l'exploitant a classé tous ses ouvrages en classe II, qui sont donc contrôlés chaque année.

Les massifs de réservoirs sont contrôlés en même temps que les rétentions, soit chaque année également.

Les ponts de tuyauteries ont été classés en catégorie II et font l'objet de contrôles tous les 6 ans, conformément aux dispositions de la page 17 du guide DT98.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pas d'observation ou demande formulée pour ce point de contrôle.

N° 9 : 9) Examen d'un dossier d'équipement (réservoir soumis)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, Examen d'un dossier d'éq. (réservoir de stockage)

Prescription contrôlée :

(...) A. - Plan d'inspection.

Tout réservoir, contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des liquides contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement, dès lors que sa capacité équivalente est supérieure ou égale à 10 mètres cubes. Ce plan comprend :

- des visites de routine ;
- des inspections externes détaillées
- des inspections hors exploitation détaillées pour chaque réservoir de capacité équivalente supérieure ou égale à 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.

B. - Dossier de suivi individuel.

Chaque réservoir, contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, fait l'objet d'un dossier de suivi individuel, dès lors que sa capacité équivalente est supérieure ou égale à 10 mètres cubes.

Ce dossier comprend *a minima* les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :

- date de construction, date de mise en service et code ou norme de construction utilisés ;
- volume du réservoir ; - matériaux de construction, y compris des fondations ;
- existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;
- date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;
- liste des liquides successivement stockés dans le réservoir ;
- la limite de température de réchauffage, si nécessaire ;
- dates, types d'inspection et résultats ;
- réparations éventuelles et codes, normes utilisés.

Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Pour ce point de contrôle, l'Inspecteur a contrôlé par sondage le dossier de suivi PM2I associé au réservoir de stockage d'Elform.

Le détail de ces échanges comporte des données sensibles au sens de l'Instruction du Gouvernement du 12/09/2023, et figure en annexe non diffusable au présent rapport. Pour ce point de contrôle, l'Inspection formule **1 observation**, également en annexe non diffusable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour ce point de contrôle, **1 observation** est formulée par l'Inspection. Elle figure en annexe non diffusable au présent rapport.

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : 10) Examen d'un dossier d'équipement (Rétention)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Examen d'un dossier Massif et rétention |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p> <p>L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Pour ce point de contrôle, l'Inspecteur a contrôlé par sondage le dossier de suivi PM2I associé à la rétention du réservoir de stockage d'Elform.</p> <p>Le détail de ces échanges comporte des données sensibles au sens de l'Instruction du Gouvernement du 12/09/2023, et figure en annexe non diffusable au présent rapport.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pas d'observation ou de demande formulée pour ce point de contrôle.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : 11) Lien avec le SGS

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Lien documents PM2I avec le SGS |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Art. 8 de l'AM du 26/05/2014 :</u></p> <p>L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. (...)</p> <p><u>Annexe I de l'AM du 26/05/2014 :</u></p> <p>(...) Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.</p> <p>Elles permettent <i>a minima</i> :</p> |

- le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 (...);
- le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 (...);
- le recensement des tuyauteries et récipients visés par l'arrêté du 15 mars 2000 (...) et
- pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier (...)
- Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.

Constats :

L'exploitant du site DSP à Chauny a formalisé ses dispositions de contrôles périodiques d'équipements dans un document libellé « Manuel site pour la gestion de l'intégrité mécanique et l'assurance Qualité » version 3 du 29/12/2023.

Pour la démarche PM2I, le principe de surveillance d'équipements par plans d'inspection est décrit au § 7 du Manuel. Les références aux arrêtés ministériels du 04/10/2010 (PM2I) et du 20/11/2017 (ESP) apparaissent au § 2.1.1 du même Manuel.

Comme indiqué au point de contrôle n°3, l'Inspection estime que ces simples références au référentiel ne sont pas suffisantes. Par ailleurs, ce document n'est pas en lien avec le Système de Gestion de la Sécurité (SGS) du site.

Dans l'observation n°2025-01 formulée au même point de contrôle, l'Inspection invite l'exploitant à établir un document d'organisation qui soit lié au SGS du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pas de demande formulée pour ce point de contrôle (intégrée à l'observation n°2025-01 au point de contrôle n°3).

Type de suites proposées : Sans suite